

## Rassemblement en clôture de la manifestation à Hénin-Beaumont 4 septembre

### Prise de parole d'Alain Pruvot

Délégué régional LDH et président de la section d'Hénin-Carvin  
Au nom des 50 organisations signataires de l'appel

Merci à vous tous, d'avoir répondu à l'appel des 50 organisations qui, aux côtés de la Ligue des droits de l'Homme, ont appelé à cette manifestation départementale !

Merci à vous tous qui êtes parfois venus de fort loin pour participer à cette manifestation citoyenne !

Merci également aux nombreux élus locaux, départementaux et régionaux de nous avoir rejoints !

Le sens de notre rassemblement est clair : il s'agit bel et bien en ce 4 septembre ici à Hénin-Beaumont, comme dans 135 villes de France et à Paris, d'infliger un « carton rouge » à Nicolas Sarkozy et à ses ministres qui ont franchi la ligne jaune. Ce qui s'est passé cet été dans notre pays est très grave.

Non seulement, des propos inadmissibles ont été tenus mais des mesures tellement outrancières ont été prises qu'elles ont même été jugées absurdes, y compris par l'ancien Premier Ministre Raffarin. Elles ont aussi été dénoncées par de nombreux responsables politiques, condamnées par des organisations internationales que ce soit au niveau de l'Union Européenne ou de l'ONU.

Certains ne voudraient voir dans les manifestations d'aujourd'hui qu'une énième protestation contre les expulsions de Roms. Certes, les Roms occupent une place centrale dans la politique de harcèlement menée par le Gouvernement à l'égard des populations étrangères. Mais **ce qui est en jeu nous concerne tous : c'est bien l'avenir de notre République qui est en jeu, c'est l'avenir de nos enfants, c'est notre avenir à tous qui est en jeu !**

En réalité, cette **manifestation est exceptionnelle au moins à trois titres** :

- Exceptionnelle parce qu'elle répond à une énorme provocation du Gouvernement et du Président de la République.
- Exceptionnelle de par la diversité des organisations qui ont mobilisé pour que nous soyons ici aujourd'hui.
- Exceptionnelle parce que cette manifestation réussit à faire l'unité de nos organisations qui ont parfois des divergences, et c'est normal en démocratie, mais ont toutes en commun de partager leur attachement aux valeurs de la République que sont la Liberté, l'Egalité et la Fraternité et leur volonté de les faire vivre au quotidien.

Face à une mobilisation aussi exceptionnelle, le Gouvernement tente actuellement de désamorcer les critiques : on a pu voir Monsieur Besson oser plaider la cause de la France devant la Commission européenne sous la devise républicaine.

Aurions-nous eu la berlue ? Et tout cela ne serait-il qu'un mauvais rêve ?

On nous a souvent dit ces derniers jours que la situation avait quelque chose de surréaliste. Aurions-nous rêvé collectivement ? Auquel cas ce serait plutôt un cauchemar !

### **En fait que s'est-il passé durant cet été ?**

On a pu voir le Président lui-même montrer du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers.

**Il s'en est pris aux Roms** et, tous, nous avons été choqués de voir leurs pauvres abris et leurs caravanes de misère détruites par les bulldozers. En quelques semaines, on est passé de l'expulsion d'un terrain occupé illégalement à l'expulsion du territoire français de populations qui ont tout à fait le droit d'y séjourner.

N'oublions pas que les Roms ont toujours été chassés de partout depuis quatre siècles. Les populations sintis, roms, manouches, gitans, qualifiés globalement de Zigeuner (tsiganes) par le régime nazi et classés dans la catégorie la plus basse des sous-hommes ont fait l'objet d'un génocide aussi systématique celui des Juifs et ont subi des expérimentations médicales d'une cruauté qui fait encore frémir la mémoire des survivants !

N'oublions pas qu'aujourd'hui, venus de Roumanie ou de Bulgarie, ils sont citoyens de l'Union européenne et qu'à ce titre ils ont le droit de circuler librement ! D'ailleurs, certaines expulsions voulues par le Préfet du Nord viennent d'être annulées parce qu'illégales !

Quand on évacue un camp manu militari, ce sont des semaines et des mois d'efforts de la part des associations pour les aider à s'intégrer et permettre à leurs enfants d'accéder à l'instruction, des efforts qui sont anéantis en quelques heures.

**Où est le respect de la Convention Internationale des droits de l'Enfant que l'État français a ratifié ?**

***Où est le respect de l'Égalité, où est le respect de la Fraternité ?***

On aura entendu le Président faire **l'amalgame entre Roms et Gens du Voyage** alors que ces derniers sont pour la plupart français. Mais, là encore, l'Etat ne respecte pas sa propre loi qui impose l'existence de terrains d'accueil pour les Gens du Voyage et de schémas départementaux qui restent inappliqués.

On l'aura aussi entendu vouloir distinguer **deux catégories de Français**, ceux qui seraient de souche et ceux qui ne le seraient pas. Du jamais vu depuis le Gouvernement de Vichy !

***C'est là encore l'Égalité qui est bafouée !***

On est passé en quelques jours de l'exploitation des préjugés contre les Gens du Voyage **au lien proclamé entre immigration et délinquance**. On désigne comme potentiellement dangereuses des milliers de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale. On a même fait de la **Jeunesse toute entière une classe dangereuse**, opposant ainsi les citoyens entre eux.

***Là encore c'est l'Égalité qui est bafouée !***

Bien sûr Monsieur Sarkozy a été élu régulièrement président de la République mais, quelle que soit la légitimité de cette élection, **aucun responsable politique n'a reçu le mandat de violer les principes élémentaires sur lesquels la République s'est construite !**

Même l'ancien Premier Ministre Alain Jupé estime que « la priorité sécuritaire ne doit pas conduire à des exagérations peu compatibles avec nos valeurs fondamentales ».

**Les discours tenus** par le Président de la République et ses ministres nous révoltent mais ils **font le bonheur des gens du Front National**. Ce sont les jeunes du FN qui l'ont dit eux-mêmes : ils boivent du petit-lait ! Et Marine Le Pen qui n'a de cesse de voir dans l'immigration la cause de l'insécurité, rêve d'un grand parti qui rassemblerait l'actuel Front National et une partie de l'UMP qui va selon elle implorer !

Il faut donc s'interroger :

- Ou bien c'est une politique réfléchie, délibérée et, dès lors, on ne voit pas pourquoi Monsieur Sarkozy n'irait pas jusqu'au bout de sa logique en faisant de Marine Le Pen son futur Premier Ministre !

- Ou bien comme beaucoup le pensent, c'est un calcul politique pour créer la diversion, faire oublier les affaires, semer la polémique, diviser les Français et faire oublier ses échecs sur le plan de la lutte contre la délinquance et dans le domaine social.

Dans les deux cas c'est totalement **inacceptable** et c'est **indigne de la fonction de Président de la République** qui a pour vocation de rassembler les Français et d'être le garant du respect de la Constitution, une constitution qui a inscrit dans son préambule la déclaration des droits de l'Homme.

La rupture annoncée à grands renforts de trompe dès le début du quinquennat s'avère être aujourd'hui ce qu'elle est : un **reniement des droits de l'Homme** et de la devise républicaine et un alignement sur les **thèses inégalitaires, racistes et xénophobes de l'extrême droite**.

Cette politique est extrêmement dangereuse, à plus forte raison dans une situation de crise, parce qu'elle **décomplexe et libère les pulsions racistes** et les comportements xénophobes. Elle est un ferment de discorde, elle attise les haines et entraîne des violences.

Comment s'étonner de la multiplication des blogs néonazis et du développement des groupes de jeunes néonazis qui sèment la violence ? La situation est très préoccupante, tout particulièrement dans l'ex-bassin minier, en Flandre ou en milieu rural.

Et puis comment oublier ces déploiements de force ahurissants, sur le littoral notamment à Calais, pour **détruire les jungles, persécuter les migrants** et cet acharnement contre ceux et celles dont le dévouement justifierait leur nomination dans l'ordre national du mérite et qui se sont retrouvés bien au contraire victimes de l'impensable délit de solidarité ! C'est bien la Fraternité qui est bafouée ! C'est précisément ce que la LDH a dénoncé en parlant de « Xénophobie d'Etat », et que, tous ensemble, nous voulons aussi dénoncer aujourd'hui.

**Car tout cela n'a pas commencé cet été.** Ce qui s'est passé ces dernières semaines n'est pas un accident de parcours mais un raidissement, une accentuation d'une politique clairement affichée dès le début du quinquennat.

Depuis le début de son mandat ce sont aussi **nos libertés qui ont été mises à mal** par le Président et son Gouvernement ! Qu'on pense à la multiplication des fichiers, au scandale du fichier Base-élèves, de celui joliment nommé Edvige et de bien d'autres ? Sous couvert de lutter contre l'insécurité, c'est aussi la vidéosurveillance qu'on voudrait nous imposer partout. Nous sommes maintenant dans ce que le président national de la LDH Jean-Pierre Dubois a qualifié de « société de surveillance » ou encore de « démocratie asphyxiée ».

**La France, patrie des droits de l'Homme, est aujourd'hui défigurée.** Les critiques internationales pleuvent :

« Tout est prêt pour la déportation la plus massive d'Europe depuis la seconde guerre mondiale », affirme un journal bulgare.

« En justifiant ces mesures par l'appartenance ethnique des intéressés, Sarkozy et son Gouvernement foulent du pied la tradition humaniste du pays des lumières dont la France peut s'enorgueillir et qu'elle a en outre contribué à diffuser en Europe et dans le reste du monde » selon le quotidien espagnol El País.

De toutes parts en France et à l'étranger des voix s'élèvent pour dénoncer l'ignominie et les atteintes portées aux droits.

Qui peut croire sérieusement, ne serait-ce qu'un instant, que c'est en expulsant les Roms, tous les Roms, en chassant les migrants, en faisant de l'étranger un bouc émissaire que la sérénité reviendra dans les cités ? Les mesures annoncées sont jugées inefficaces, dangereuses et anticonstitutionnelles.

À ceux qui pourraient encore se laisser abuser par ce miroir aux alouettes du « tout sécuritaire », il faut répondre : certes Sarkozy n'est pas un nazi et bien sûr que la sécurité est un droit : on ne peut que partager la rage et l'exaspération de l'ouvrier ou de l'employé qui, déjà

victime de la crise et de la politique de ce Gouvernement, retrouve sa voiture calcinée au bas de son immeuble.

Mais ce n'est pas la répression pure et dure qui traitera les causes, qui permettra de redonner espoir aux plus démunis.

Nous le savons tous, il y faut une autre politique et d'autres moyens. **Il faut un vrai projet éducatif qui dès l'école primaire redonne vie aux valeurs de la République**, il faut aussi un soutien résolu aux mouvements d'éducation populaire. Il faut également **réduire les inégalités sociales**.

Aujourd'hui les inquiétudes dépassent de loin la seule situation des Roms ou des Gens du Voyage et interpellent plus largement l'ensemble de la société. **L'ampleur et la diversité des indignations exprimées cet été témoigne de la gravité de la situation et requiert un sursaut massif des citoyens.**

Car, aux dires du Vice-Président de la Cour de Paris, Serge Portelli, « nous ne sommes plus vraiment en démocratie, nous ne sommes pas encore dans un état autoritaire, nous sommes dans un État limite ! »

**En conclusion** je citerai un extrait du message délivré le 1<sup>er</sup> septembre par **Marie-José Chombart de Lauwe**, Résistante déportée, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Directeur de recherches honoraire du CNRS, ancienne membre du Comité central de la LDH et aujourd'hui Présidente de la Fondation pour la mémoire de la déportation.

*« Le haut le cœur des consciences d'aujourd'hui contre la chasse aux Roms et les mesures touchant les « Gens du Voyage », exécutées sans état d'âme par des fonctionnaires disciplinés, marque le début d'un réveil des consciences. Il prouve que notre pays a encore un cœur et des tripes. Soyons en fiers ! C'est aussi cela l'âme de la France ! Où est passée la devise de la République ? La désobéissance civique comme forme de résistance à de telles dérives pourrait bien devenir l'ultime recours des consciences qui restent lucides dans la tourmente. »*

**OUI, en France aujourd'hui, la Liberté est en danger !  
OUI, en France aujourd'hui l'Égalité est en danger !  
OUI, en France aujourd'hui la Fraternité est en danger !  
Ensemble résistons et défendons la République !**

Alain PRUVOT

